

## DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN ÉCONOMIE INTERNATIONALE

### Préface

**Denis PÉGUIN et Antoine SOUBEYRAN\***

Le système commercial mondial évolue, les théories du commerce international et de la politique commerciale aussi. Issu d'une conférence organisée sous les auspices de l'ADRES, ce numéro spécial rend compte de quelques recherches présentées dans ce cadre et qui montrent à quel point les chercheurs en économie internationale essaient à chaque instant de prendre en compte les évolutions du commerce mondial et tentent de les expliquer en les confrontant aux théories. A moins que ces évolutions suscitent elles-mêmes de nouveaux développements théoriques. Le phénomène n'est pas nouveau. On se souvient du formidable élan donné à la recherche en économie internationale dans les années 50 et 60 à la suite des travaux de Leontief. Les années 80 et 90 connaissent le même phénomène.

On ne peut cependant pas dire qu'il y a une totale remise en cause des propositions théoriques émises depuis deux siècles. L'avantage comparatif est toujours d'actualité dans l'explication des échanges mais sa nature dynamique est mise en valeur. Il peut évoluer avec le développement des échanges. Il peut être modelé par des politiques commerciales appropriées. De même, le libre-échange peut encore être considéré comme la solution préférée, mais la transition vers cette solution ne peut pas être brutale.

L'évolution la plus marquante des développements théoriques depuis deux décennies concerne sans aucun doute la prise en compte de la dimension organisationnelle des échanges et la dimension spatiale des activités. Ce n'est plus le marché des produits et des facteurs qui détermine à lui seul la structure des avantages comparatifs et des échanges à l'échelle mondiale. L'intervention des gouvernements ou les accords bilatéraux ou plurilatéraux jouent désormais un rôle essentiel. Ces interventions ou ces accords ne portent plus seulement sur les échanges, pour les limiter ou pour les favoriser; ils déterminent l'accès aux marchés des produits importés et ont de plus en plus d'impacts sur la formation des avantages comparatifs.

L'examen des conflits qui ont été portés devant l'Organisation Mondiale du Commerce depuis sa création en 1995 est à cet égard significatif. Ils concernent de plus en plus des problèmes liés à des restrictions qui existent

---

\* D. PÉGUIN: Université de Provence, UFR LAG-LEA, GREQAM; A. SOUBEYRAN: Université de la Méditerranée, Faculté des Sciences Économiques, GREQAM.

pour l'accès au marché des produits importés (voir par exemple le conflit entre les États-Unis et le Japon dans le secteur automobile ou le conflit entre les États-Unis et le Venezuela et le Brésil sur les essences) ou des problèmes liés aux techniques de production utilisées dans les pays exportateurs (voir le conflit entre les États-Unis et le Mexique sur les mammifères marins) et de moins en moins sur des problèmes liés à l'existence de barrières aux échanges.

Pour ce qui est de la dimension spatiale des activités, là encore une évolution très nette des travaux théoriques a vu le jour. L'apparition de la deuxième vague de formation d'unions régionales dans les années 80 et la multiplication des accords pluri-nationaux (70 % des accords régionaux existants à ce jour ont été signés après 1990) ont favorisé ce mouvement. La géographie économique est devenue un champ de recherche à part entière en économie internationale et les analyses sur les mouvements de facteurs sont réactualisées.

Les articles présentés dans ce numéro spécial mettent en valeur ces évolutions. L'ordre dans lequel ils sont présentés n'est pas significatif de l'importance accordée à tel ou tel thème de recherche.

L'aspect dynamique de la formation des avantages comparatifs est abordé dans le premier article. Rodrigo Mendez développe la thèse que les échanges internationaux de biens ou les investissements directs portent en eux des forces de convergence via la diffusion technologique volontaire (production sous licence) ou involontaire (imitation) : l'échange de biens implique un certain échange d'idées. Mais les échanges commerciaux portent aussi en eux des forces de divergence. L'échange entraîne la spécialisation et celle-ci modifie la dynamique des facteurs en renforçant l'avantage comparatif, ce qui renforce la spécialisation des économies. L'auteur illustre cette idée à partir d'un modèle de croissance endogène où la dynamique (i.e. la convergence ou la divergence des niveaux de vie) dépend du processus de diffusion des idées (transferts internationaux de technologie) et de l'histoire des économies (via leur dotation relative initiale).

Le rôle de l'organisation multilatérale des échanges avec le cadre réglementaire qu'elle impose est abordé dans les deux articles suivants.

L'Accord Multi-Fibres (AMF) est un système de limitations volontaires bilatérales des exportations concernant les textiles et articles d'habillement entre pays importateurs et exportateurs. Les pays exportateurs gèrent entièrement la répartition des licences de quotas et l'attribution des visas d'exportation. Les pays importateurs sont seulement chargés de contrôler que les limites des quotas ne sont pas dépassées. K. Krishna et L. H. Tan examinent les implications de la sous-classification des quotas par un pays exportateur comme l'Inde. Ils montrent que, selon l'environnement et l'objectif des autorités, la sous-classification peut-être souhaitable en théorie. Cependant, ils ne la prônent pas en pratique car les informations nécessaires à sa réussite sont pratiquement impossibles à fournir.

L'article de V. Ginsburgh et S. Weber examine les problèmes soulevés par l'Article XIX du GATT et sa révision. L'article XIX permet aux gouvernements d'augmenter les barrières douanières pour protéger leurs producteurs, mais seulement temporairement, sans discrimination et avec compensation ou réciprocité. Cet article a été l'objet de controverses. Le

Cycle de l'Uruguay a modifié l'article XIX de plusieurs façons, mais l'idée principale demeure : un pays peut intervenir mais doit faire des concessions à ses partenaires commerciaux qui sont « équivalentes » à leur perte en exportations. Cet article analyse des situations où un pays peut riposter à des mesures protectionnistes prises par un de ses partenaires commerciaux. Les auteurs formalisent le mécanisme compensatoire et montrent que le mécanisme inhérent de riposte empêche les pays d'entamer une guerre des barrières douanières. Le mécanisme de riposte est modifié pour que le libre échange devienne l'équilibre unique du jeu associé en tarifs.

La politique commerciale stratégique reste encore un domaine de recherche fécond. P.-Ph. Combes, B. Caillaud et B. Jullien examinent le rôle des politiques nationales de subvention dans une union douanière avec concurrence et information imparfaites dans l'industrie. Ils étudient les coûts et les bénéfices de l'intégration dans les secteurs régulés, ainsi que les interactions entre les politiques de régulation pratiquées par différents pays de l'union. Le modèle de base en information parfaite comprend deux pays. Dans chaque pays une seule firme régulée produit pour satisfaire la demande locale (avant la création de l'union douanière) ou la demande régionale (après la création de l'union) pour un bien particulier. Chaque firme est régulée par une agence nationale en utilisant un tarif linéaire, une subvention unitaire et un transfert forfaitaire. Comme dans le modèle de Brander-Spencer, la concurrence dans l'union est modélisée sous la forme d'un jeu à deux étapes : les gouvernements fixent simultanément leur politique de subvention sans coopérer avec leur firme, puis celles-ci acceptent ou rejettent ces politiques. Dans une deuxième étape, les firmes entrent dans une compétition sur les quantités sur le marché régional. Les auteurs considèrent les cas où les schémas de régulation sont tenus secrets ou rendus publics, puis examine le cas dans lequel les agences de régulation ont une information imparfaite sur les coûts unitaires des firmes. Le principal résultat est qu'il est optimal de laisser chaque membre de l'union subventionner sa firme car ceci améliore l'efficacité allocative et réduit les coûts de la régulation.

La géographie économique a retrouvé son statut théorique grâce sans doute aux questions soulevées par la vague d'intégration régionale des années 80. Deux articles apportent leur contribution à cette recherche.

Au niveau de l'Union Européenne, l'analyse des effets de l'intégration (matérialisée par une baisse des coûts de transport) sur la localisation des activités est un problème d'actualité. Plusieurs chercheurs, comme Krugman et Venables, pensent que l'intégration peut conduire à une agglomération des activités lorsque les coûts de transport sont suffisamment faibles et favoriser ainsi les régions qui sont déjà riches. Frederico Trionfetti développe le modèle de géographie économique de Krugman et Venables pour montrer que les dépenses publiques (comme celles des fonds structurels européens) peuvent créer de nouveaux effets de « rétroaction » et favoriser ainsi la dispersion au lieu de l'agglomération. Trois sortes de transferts internationaux sont examinés : les transferts purs, les aides liées et les dépenses jointes.

Le papier Hélène Erkel-Rousse étend le cadre de concurrence monopolistique développé par Dixit-Stiglitz, Krugman et Helpman-Krugman

dans trois directions pour proposer des fondements théoriques à la construction d'équations d'échanges qui intègrent le rôle joué par la différenciation des produits dans l'avantage comparatif et les performances à l'exportation des pays industriels. La construction des équations d'échange nécessite d'introduire une différenciation géographique des produits induisant une segmentation des marchés et des différences entre pays pour isoler les origines des avantages comparatifs. Ces trois points ne sont pas modélisés dans le modèle de Dixit-Stiglitz, Krugman. L'auteur introduit des stratégies endogènes de différenciation horizontale pour des firmes multi-produits et endogène, partiellement, les sources de l'avantage comparatif en permettant aux firmes d'influencer l'image de marque de leurs produits.

Les mouvements internationaux de facteurs deviennent importants dans le monde d'aujourd'hui. Les flux migratoires vers l'Europe de l'Ouest provoquent des tensions, en Allemagne par exemple. L'accroissement du chômage n'est pas le seul problème. L'utilisation par les immigrants de biens publics peut affecter les non-migrants. C'est ce que Nadine Leiner examine dans son article. Elle compare les coûts et bénéfices des migrations dans un modèle à deux pays avec biens publics dans un modèle à une période et un modèle à plusieurs périodes. Elle identifie clairement les liens entre les politiques d'investissement additionnel et les changements dans les revenus fiscaux. La politique d'immigration est aussi examinée.

Claude Mathieu propose un modèle de différenciation des produits fondé sur une extension de l'approche spatiale proposée par Hotelling pour déterminer l'équilibre sur deux marchés (deux pays) où sont distribués les produits domestiques et étrangers. Les firmes décident séquentiellement de leur localisation, des spécifications techniques de leur produit et des prix. Dans ce cadre, l'auteur montre que le marché peut être un monopole ou un duopole en fonction de l'existence des barrières commerciales et du niveau des coûts irrécupérables. A l'équilibre, la multinationalisation des deux firmes est obtenue dans un jeu de la forme du Dilemme du prisonnier. Cependant, les investissements directs croisés et les échanges intra-industrie peuvent exister mais de manière exclusive les uns des autres.

Même si la libéralisation des échanges est toujours souhaitable, il n'en reste pas moins qu'elle pose de sérieux défis aux nations du fait de ses conséquences au niveau de l'emploi et de la production ou du fait que la période de transition vers le libre-échange n'est pas sans importance.

Dans un espace économique intégré, les implications de la libéralisation des échanges sur l'emploi et la production apparaît être un domaine de recherche majeur. En partant du modèle d'équilibre général appliqué en concurrence imparfaite, développé par Mercenier, Emmanuel Petit fournit des estimations des gains en bien-être et des changements dans les taux de chômage qui peuvent apparaître dans l'Union Européenne. Son apport est d'enrichir le modèle en y introduisant un taux de chômage déterminé de manière endogène dans le cadre du modèle de salaire d'efficience. En introduisant la concurrence imparfaite sur le marché du travail, l'auteur met en évidence certains résultats sur les conséquences de l'intégration sur l'emploi en Europe.

Michael Gasiorek aborde quant à lui le problème de l'évolution des prix des facteurs et du bien-être lorsque les échanges sont libéralisés grâce à une réduction des coûts de transport. En utilisant un modèle d'équilibre général avec trois secteurs, un parfaitement concurrentiel, un autre secteur fonctionnant sous le régime des rendements d'échelle croissants et un secteur produisant des ressources employées dans l'échange, l'auteur montre que la libéralisation des échanges provoque des changements non-monotones dans les prix des facteurs et le bien-être. L'introduction des coûts de l'échange dans le modèle constitue une étape importante dans l'amélioration du réalisme de la littérature théorique sur les gains à l'échange.

L'étude proposée par Gérard Fuchs tend à supporter l'idée selon laquelle une libéralisation progressive des échanges possède plus de vertus qu'une élimination brutale de toutes les barrières commerciales. Les modèles traditionnels de l'échange considèrent le libre-échange comme l'organisation optimale sans se poser la question de l'« acceptabilité » de cette forme d'échange par une majorité. Dans le cas des pays où existent des rigidités sociales, comme par exemple le salaire minimum, le libre échange peut générer du chômage et être rejeté sur cette base. Trop souvent aussi, la littérature ignore le problème de la redistribution des gains à l'échange. En partant d'un modèle simple (deux zones, deux facteurs et deux biens) dans lequel est introduit un système de quotas qui permet une analyse continue des situations allant de l'autarcie au libre-échange, l'auteur montre que plusieurs configurations apparaissent dans lesquelles existe un niveau maximal d'importations compatible avec une ouverture progressive de l'économie, avec à chaque étape une approbation par la majorité. Il est aussi montré que dans un processus dynamique au cours duquel la main-d'œuvre non qualifiée est formée, une situation de libre-échange pur peut être obtenue et approuvée après une certaine période.